



QSL : DEUX RÉGIMES, TROIS AGENTS... ET ON APPELLE ÇA UNE SOLUTION ?

QSL : ON NE GÈRE PAS UNE PRISON AVEC DES TABLEAUX EXCEL !

Depuis le début de l'été, la DGAP a demandé à la Direction Interrégionale de saisir la Direction locale de Toulouse-Seysses afin de « remplir » le QSL.

Oui, vous avez bien lu : l'Administration s'étonne de constater des places disponibles !

FO JUSTICE SEYSSSES pourrait évidemment comprendre la volonté de l'Administration d'utiliser pleinement les capacités d'accueil existantes. Mais encore faut-il que cela soit pensé, préparé et réalisable !

Et surtout, encore faut-il que cela soit fait dans des conditions permettant d'assurer la sécurité des personnels et des personnes détenues.

DEUX RÉGIMES DE DÉTENTION DANS UN SEUL QUARTIER : CHERCHEZ L'ERREUR !

La solution trouvée serait donc de rechercher des personnes détenues en fin de peine afin d'alimenter le QSL, mais sous un régime de détention. Dans le même temps, des personnes détenues relevant du régime de semi-liberté séjournent déjà au sein des murs.

FO JUSTICE SEYSSSES pose donc une question simple :

COMMENT PEUT-ON SÉRIEUSEMENT ENVISAGER DE FAIRE COHABITER DEUX MODES DE DÉTENTION DIFFÉRENTS DANS UN SEUL ET MÊME QUARTIER ?

Et cela, bien évidemment : **SANS PERSONNEL SUPPLÉMENTAIRE, SANS TRAVAUX ADAPTÉS, SANS ORGANISATION REPENSÉE, SANS MOYENS SUPPLÉMENTAIRES.**

Et avec, en parallèle, l'exigence que ce quartier soit **hermétique, sécurisé et parfaitement maîtrisé.**

FO JUSTICE SEYSSSES S'INSURGE CONTRE CETTE MÉTHODE !

FO JUSTICE SEYSSSES reste persuadé qu'avant de prendre ce type de décision depuis un bureau, il aurait été indispensable de venir sur le terrain afin de venir voir les installations, de rencontrer les personnels, de mesurer les contraintes et de vérifier concrètement si cette organisation est réalisable à court ou moyen terme. Car sur le terrain, la réalité est tout autre. **Pas de téléphonie adaptée. Pas de parloirs. Pas d'activités suffisantes.**

Du coup, peu de conditions qui permettent aujourd'hui de rendre ce quartier attractif pour des détenus susceptibles d'y être affectés. Alors, comment s'étonner que certaines personnes détenues, lorsqu'on leur propose ce dispositif, préfèrent finalement rester dans leur bâtiment d'origine ? Comment s'étonner que certains préfèrent malheureusement être trois en cellule plutôt que d'intégrer un dispositif qui, dans les conditions actuelles, ne répond pas aux attentes ?

Une nouvelle fois, qui va devoir absorber les conséquences de décisions prises bien loin du terrain ?

Il est demandé à deux surveillants et à un major encadrement de faire fonctionner et « tourner » ce quartier.

Dans le même temps, les réorganisations nécessaires entraînent forcément des conséquences sur les autres structures.

FO JUSTICE SEYSSSES ne peut que constater qu'un nouveau travail de « tricotage » organisationnel semble être à l'œuvre : plus de missions, plus de contraintes, plus de responsabilités mais toujours pas plus de personnels !

SUR LE TERRAIN, L'ÉPUISEMENT ET LES TENSIONS S'ACCENTUENT !

FO JUSTICE SEYSSES confirme aujourd'hui l'épuisement du personnel, auquel s'ajoutent l'agacement et la colère. Les tâches quotidiennes demandées, auxquelles viennent s'ajouter la surcharge spécifique liée aux entrées et sorties, aux mouvements sanitaires, aux futurs parloirs et à l'organisation de la téléphonie, ne peuvent être réalisées dans le temps imparti.

Le risque d'erreur s'en trouve augmenté pour l'ensemble des agents et des gradés. La gestion des tensions et des incidents est devenue critique pour la sécurité des personnels de surveillance, du SPIP et des intervenants.

FO JUSTICE SEYSSES pointe du doigt la direction de secteur : celle-ci ne daigne même pas se déplacer pour échanger, constater, évaluer... Pendant ce temps, les consignes et les ordres arrivent en chute libre, sans que les réalités du terrain puissent être réellement prises en compte.

LES PERSONNES DÉTENUES SONT ELLES AUSSI TRÈS TENDUES !

Le 18 septembre 2026, un détenu a dû changer de cellule à trois reprises en à peine 72 heures. Des tensions sont également apparues entre l'auxiliaire et les personnes détenues de la MA. Ce bâtiment est devenu une véritable poudrière, tant du côté des personnels que des personnes détenues, avec, en supplément, un manque total de sécurité.

LE POSTE DE GRADÉ QSL : SURVEILLANT, GRADÉ ET ADJOINT À LA FOIS !

À cela s'ajoute la « nouvelle » fiche de poste du gradé QSL, à qui l'on demande d'assurer simultanément les fonctions de surveillant, de gradé et d'adjoint. Aucune note ne vient encadrer ce régime de détention : tout est dit à l'oral et les personnels doivent broder au jour le jour. **FO JUSTICE SEYSSES** rappelle qu'elle n'est pas valable puisqu'elle n'a pas été votée lors de l'instance officielle (CSA) ! Et par conséquent, **FO JUSTICE SEYSSES** demandera à voter celle des officiers. Puisque nul doute qu'elles ont dû être modifiées également.

L'épuisement mental et physique touche donc autant les agents que les gradés. **Les Agents de ce secteur sont au bord de la rupture ! Il va être temps de les écouter. Sinon on part direct à la catastrophe !** Cette situation ne peut plus être considérée comme une simple difficulté d'organisation : elle touche directement aux conditions de travail et à la sécurité. Et comme si cela ne suffisait pas, les personnels de la SAS et leurs gradés sont eux aussi impactés.

Des choix ont dû être opérés. Des remaniements au sein des major encadrement ont dû être pilotés. Et tout cela pour répondre à une injonction venue des hautes sphères.

DE LA DGAP À LA DISP, DE LA DISP À LA DIRECTION LOCALE : LA PRESSION DESCEND... ET LES PERSONNELS LA PRENNENT DE PLEIN FOUET !

FO JUSTICE SEYSSES tient d'ailleurs à apporter tout son soutien aux personnels du QSL, mais également à ceux de la SAS, qui subissent directement les conséquences de cette organisation.

SI LE QSL DOIT ÊTRE REMPLI, ALORS REMPLISSONS-LE AVEC LE BON RÉGIME !

FO JUSTICE SEYSSES le dit clairement : nous ne sommes pas opposés au fait que le QSL fonctionne à pleine capacité. Mais si l'objectif est réellement de remplir le QSL, alors qu'on y affecte les profils correspondant au régime de semi-liberté ! Cela paraît pourtant relever du simple bon sens.

Pourquoi vouloir créer une usine à gaz en faisant cohabiter plusieurs régimes, alors qu'une partie des personnes concernées relève déjà du dispositif de semi-liberté ?

À FORCE DE VOULOIR FAIRE SIMPLE EN FAISANT COMPLIQUÉ, ON FINIT PAR METTRE TOUT LE MONDE EN DIFFICULTÉ !

LES MATELAS AU SOL NE DISPARAÎTRONT PAS AVEC UN SIMPLE PANSEMENT !

FO JUSTICE SEYSSES refuse que le problème de la surpopulation carcérale soit traité par des mesures improvisées. Ce n'est pas ce pansement à deux balles qui fera baisser les matelas au sol ! La problématique est structurelle. Elle nécessite une véritable politique pénitentiaire, des moyens, des infrastructures adaptées et surtout des décisions cohérentes avec la réalité du terrain.

FO JUSTICE porte depuis longtemps des propositions concrètes auprès de l'Administration.

Incarcération à domicile, aménagements de peine, dispositifs adaptés, développement des solutions alternatives lorsque les profils le permettent...

Ces propositions ont été développées dans nos communications nationales, nos lettres ouvertes et nos différentes interventions. **ALORS, POURQUOI NE PAS ÉCOUTER CEUX QUI SONT SUR LE TERRAIN ?**

Pourquoi continuer à chercher des solutions de circonstance alors que des propositions sont déjà sur la table ?

FO JUSTICE SEYSSES demande officiellement à la **DGAP d'abroger cette organisation précipitée** et de reprendre le dossier dans sa globalité. Avant toute décision : il faut venir sur le terrain ; il faut écouter les personnels ; il faut analyser les contraintes ; il faut donner les moyens nécessaires ; il faut adapter les infrastructures ; il faut définir clairement les régimes de détention et surtout il faut arrêter de croire qu'une capacité disponible sur le papier constitue automatiquement une capacité exploitable dans les conditions de sécurité attendues.

FO JUSTICE SEYSSES DIT STOP !

ON PLACE UNE FOIS DE PLUS LA CHARRUE AVANT LES BŒUFS !

C'EST EN FAISANT N'IMPORTE QUOI QUE L'ON DEVIENT N'IMPORTE QUI !

(rémi gaillard)

Le bureau local FO JUSTICE SEYSSES

le 19 septembre 2026

ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

FO **RÉSISTER !**
RIEN LÂCHER !
ACTION, RESPECT, ÉQUITÉ

JE VOTE **FO** **Justice**
POUR TOUS LES PERSONNELS